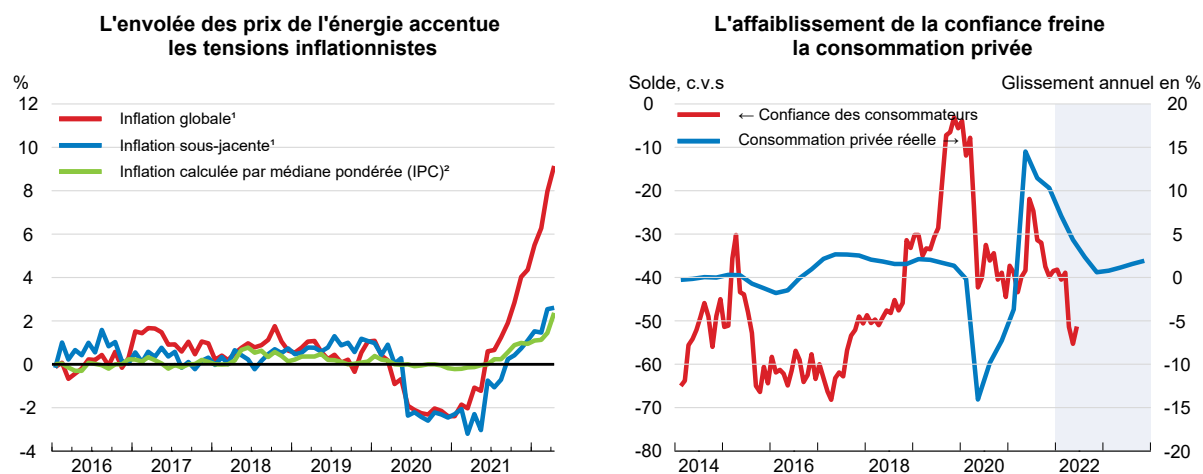


# Grèce

La reprise devrait ralentir en 2022. L'envolée des prix mondiaux, l'incertitude accrue et le durcissement des conditions financières seront en partie compensés par les décaissements au titre du plan grec pour la reprise et la résilience, le soutien budgétaire aux ménages et aux entreprises, et l'augmentation des exportations et de l'investissement. La croissance de l'emploi devrait s'interrompre temporairement, les employeurs faisant face à une plus grande incertitude, à des difficultés de recrutement de travailleurs disposant des compétences adéquates, et à la hausse des salaires. Alors que les tensions sur l'offre ont augmenté, les capacités inutilisées restantes amortiront les tensions sur les prix.

Les recettes de l'État, tirées par la hausse des prix et la reprise, devraient permettre un retour à un excédent primaire en 2023. Les pouvoirs publics pourraient encore améliorer la viabilité budgétaire en mettant à profit les recettes et les économies non prévues pour reconstituer l'excédent budgétaire, et en veillant à ce que les mesures de soutien soient provisoires et axées sur les revenus des ménages fragiles plutôt que sur le subventionnement des prix. Une meilleure viabilité des finances publiques, couplée à la résolution des prêts bancaires non performants résiduels, aiderait la Grèce à obtenir une notation de sa dette souveraine en catégorie investissement et améliorerait ainsi son accès au financement. Alors que le pays cherche à s'approvisionner en énergie auprès d'autres fournisseurs que la Russie, une amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des sources renouvelables soutiendraient la sécurité énergétique et la durabilité à long terme.

## Grèce



1. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente sont calculées à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé. L'inflation sous-jacente exclut l'énergie, l'alimentation, l'alcool et le tabac.

2. L'inflation médiane correspond à la variation du prix de la composante de l'indice des prix à la consommation (IPC) qui se situe au milieu de la distribution des variations de prix de l'ensemble de ses composantes, pondérées en fonction de leur importance dans l'IPC.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; Eurostat ; et calculs de l'OCDE.

## Grèce : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Grèce</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	179.6	1.8	-9.0	8.3	2.8	2.5
Consommation privée	124.3	1.8	-7.9	7.8	3.5	1.4
Consommation publique	35.5	1.7	2.6	3.7	-1.5	-0.2
Formation brute de capital fixe	20.0	-3.3	-0.3	19.6	9.0	12.4
Demande intérieure finale	179.8	1.3	-5.0	8.2	3.2	2.5
Variation des stocks <sup>1,2</sup>	3.6	0.0	1.4	-0.9	0.0	0.0
Demande intérieure totale	183.4	1.5	-3.4	7.0	3.3	2.4
Exportations de biens et services	70.0	4.9	-21.5	21.9	16.5	5.8
Importations de biens et services	73.9	3.1	-7.6	16.1	13.2	5.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	-3.9	0.6	-5.5	0.7	0.3	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.2	-0.8	2.1	5.4	3.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.5	-1.3	0.6	8.8	3.4
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	—	0.8	-1.2	-1.1	3.4	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	17.3	16.3	14.7	12.4	12.6
Solde financier des administrations publiques <sup>4</sup> (% du PIB)	—	1.1	-10.2	-7.4	-4.1	-1.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	204.9	242.3	225.2	213.5	202.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>5</sup> (% du PIB)	—	180.7	206.3	193.3	181.6	170.9
Balance des opérations courantes <sup>6</sup> (% du PIB)	—	-1.5	-6.6	-5.9	-7.7	-7.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.


3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce, et le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.

5. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

6. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/kg75yf>

## L'envolée des prix ralentit la reprise grecque

L'économie grecque a connu une forte reprise en 2021 après la crise liée au COVID-19, et la plupart des restrictions sanitaires restantes ont été levées le 1<sup>er</sup> mai 2022. L'augmentation des exportations et de l'investissement, de même que l'arrêt des dispositifs de chômage partiel, ont contribué à la croissance de l'emploi. Les employeurs ont fait part de difficultés croissantes à pourvoir leurs postes vacants. Ces tendances ont été freinées par l'envolée des prix de l'énergie et la guerre en Ukraine. L'inflation mesurée par les prix à la consommation a atteint son plus niveau depuis 25 ans et les tensions sur les prix s'étendent, ce qui alimente l'inflation sous-jacente. Le salaire minimum a été relevé de 2 % en janvier, puis de 7 % en mai 2022, sur fond de hausse des prix.

La Grèce est exposée à la guerre en Ukraine principalement au travers de ses importations d'énergie en provenance de Russie, qui représentent 30 % de sa consommation énergétique totale. L'augmentation des prix à l'échelle internationale se répercute sur les prix intérieurs de l'énergie, les prix au détail de l'électricité ayant ainsi bondi de 79 % sur un an en avril 2022. Énergie mise à part, la Russie et l'Ukraine ne sont que des partenaires commerciaux mineurs pour la Grèce. Les touristes russes ont

représenté 1.1 % des recettes touristiques du pays en 2021. Le secteur des services maritimes, qui comptait pour 20 % des exportations totales en 2019, profite du niveau élevé de la demande et des prix du transport maritime à l'échelle mondiale. La Grèce apporte par ailleurs un soutien spécifique à quelque 20 000 Ukrainiens, qui viennent s'ajouter aux 32 000 réfugiés accueillis avant le début de la guerre.

## **Le soutien budgétaire se poursuit malgré l'assainissement global des finances publiques**

Le gouvernement prévoit un léger excédent primaire en 2023, même s'il table sur un assainissement des finances publiques plus lent qu'il ne l'anticipait à la fin de 2021. Les impôts, les cotisations de sécurité sociale et la fiscalité périodique sur le patrimoine ont été réduits. Face à l'envolée des prix de l'énergie, le gouvernement a annoncé un renforcement des mesures, dont le coût total pour 2022 s'élevait à 5.4 milliards EUR (2.7 % du PIB) en mai 2022, et prévoit une hausse des dépenses, qui sera financée en partie par les recettes tirées du système d'échange de quotas d'émission. Ces mesures élargissent l'accès des ménages et des entreprises à des subventions accrues aux prix de l'électricité et du carburant, accordent des remises sur les coûts du carburant selon des critères d'admissibilité larges et complètent les transferts sociaux destinés aux ménages à faible revenu. Elles sont en partie neutralisées par les conditions monétaires, qui se durcissent davantage en Grèce qu'ailleurs dans la zone euro au travers d'un élargissement des écarts de rendement des obligations d'État et d'entreprise, les emprunts souverains grecs étant exclus des programmes d'achat d'actifs standard de la BCE en raison de leur notation inférieure à la catégorie d'investissement. La BCE s'est engagée à prendre des mesures de soutien exceptionnelles pour éviter que les conditions monétaires en Grèce ne divergent de manière significative de celles observées ailleurs dans la zone euro en cas de nouvelle fragmentation des marchés due à la pandémie.

## **La hausse des prix devrait ralentir la reprise**

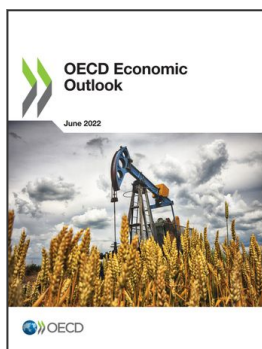
L'envolée des prix de l'énergie – qui devrait se poursuivre jusqu'en 2023 compte tenu de l'embargo sur les importations de pétrole russe –, le durcissement des conditions monétaires et les perturbations des échanges commerciaux mondiaux devraient ralentir considérablement la reprise. Les tensions inflationnistes et le regain d'incertitude affaiblissent la consommation privée et entament la confiance des entreprises, l'investissement et la création d'emplois. Ces effets seront en partie contrebalancés par les aides publiques et la mise en œuvre du Plan national pour la reprise et la résilience, représentant 1.6 % du PIB par an. Les subventions énergétiques et, plus tard en 2023, le recul attendu des prix de l'énergie et d'autres cours internationaux entraîneront une modération de l'inflation globale et, plus progressivement, de l'inflation sous-jacente. Une plus grande stabilité en matière de sécurité et de prix énergétiques à l'échelle mondiale réduira l'incertitude et permettra une hausse de l'investissement et de la demande des consommateurs, qui tirera la croissance.

De nouvelles perturbations des approvisionnements en énergie, en particulier du gaz, accentueraient l'actuelle hausse des prix de l'énergie et retarderaient l'amélioration de l'activité, des exportations et du bien-être. Une augmentation des salaires supérieure aux prévisions risquerait d'ancrer la hausse de l'inflation, effaçant en partie l'amélioration de la productivité et affaiblissant l'investissement et les exportations. Les coûts croissants des matériaux et le déficit de compétences pourraient peser sur la mise en œuvre des investissements publics. Des mesures de soutien et des subventions des prix de l'énergie mal ciblées pourraient nuire à la crédibilité budgétaire et au retour à une notation des emprunts souverains en catégorie investissement. Une dégradation des conditions économiques et la hausse des taux d'intérêt risqueraient de porter un coup d'arrêt à l'amélioration de la santé des banques par la production de

nouveaux prêts non performants, et de rendre plus difficile la titrisation des prêts non performants existants ou la levée de capitaux.

### **La politique budgétaire devra concilier les mesures de soutien et la viabilité des finances publiques**

Le gouvernement pourrait restaurer un excédent primaire en mettant fin comme prévu aux actuelles mesures de soutien budgétaire et en cantonnant toute mesure supplémentaire à des aides bien ciblées en faveur des foyers vulnérables. La Grèce pourrait ainsi préserver ses réserves pour la couverture de passifs éventuels, se constituer des marges de manœuvre budgétaires et soutenir les efforts visant à obtenir une notation de sa dette souveraine en catégorie investissement. Il serait possible d'améliorer les résultats sur le marché du travail en faisant reposer le système de fixation des salaires sur la négociation, entre partenaires sociaux, de vastes accords sur les conditions de travail reflétant la productivité des actifs et les conditions de marché, plutôt que sur des modulations réglementées du salaire minimum. L'expansion des projets de rénovation des bâtiments permettrait de réaliser des progrès plus rapides face à la forte précarité et à la faible efficacité énergétiques, d'améliorer la sécurité énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le long terme.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/ba435e32-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.